

Niveau 1: Le développement en Éthiopie

L'Éthiopie est incontestablement l'un des pays les plus performants d'Afrique, avec une économie en croissance rapide et des taux de pauvreté en baisse. Mais elle est aussi confrontée à de graves difficultés de développement national. Au nombre des pays africains les plus vastes et les plus peuplés, l'Éthiopie a des besoins considérables d'infrastructures. La dépendance continue à l'égard de l'agriculture pluviale, face à une pluviométrie de plus en plus variable, crée des problèmes persistants de sécurité alimentaire. Le gouvernement a une vision précise du développement national et pratique une orientation hautement favorable aux pauvres dans le cadre de ses budgets nationaux et investissements publics, mais il lui reste encore du chemin à parcourir pour créer un environnement favorable au développement du secteur privé.

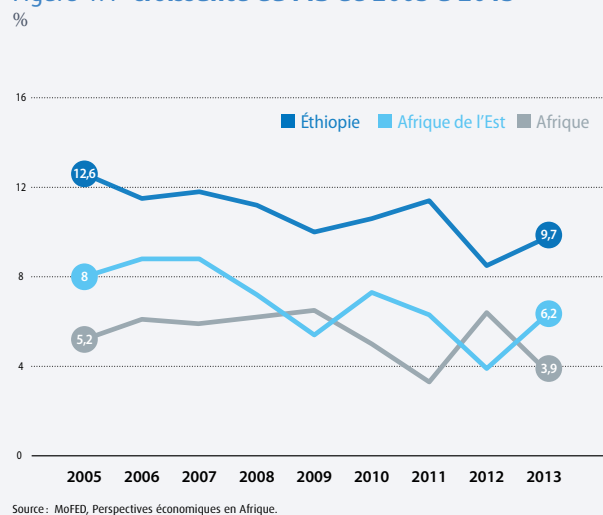
Ce chapitre passe en revue les réalisations récentes de l'Éthiopie dans les cinq domaines identifiés par la Banque, dans sa Stratégie 2013–2022, comme étant indispensables à la croissance inclusive, à savoir l'inclusion sociale, économique, spatiale et politique, et la mise en place d'une économie compétitive. Chacun de ces domaines est examiné à l'aune des indicateurs de progrès, avec une note suivant le système de « feux de signalisation » pour montrer les progrès enregistrés par l'Éthiopie par rapport à d'autres pays bénéficiaires des ressources du Fonds africain de développement (FAD).

Inclusion économique

L'Éthiopie possède une des économies à la croissance la plus rapide au monde. Son ● **taux de croissance du PIB**¹, de 9,7 % en 2013 – et son taux moyen de 10 % pour la dernière décennie – soutient très favorablement la concurrence avec le taux moyen de 6,2 % des pays comparables² (voir Figure 1.1). En dépit d'un fort accroissement démographique, le ● **PIB par habitant** de l'Éthiopie a plus que triplé au cours des sept dernières années, passant de 171 dollars en 2005 à 550 dollars en 2013.

Cette solide performance économique a donné à l'Éthiopie une excellente base sur laquelle elle peut s'appuyer pour poursuivre son programme de développement national. Ses plans de développement national, notamment l'actuel Plan de croissance et de transformation 2010–2015, mettent l'accent sur un développement de grande envergure, sur la réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) (voir Encadré 1.1). L'investissement majeur du secteur public a été le principal moteur de la croissance au cours de la dernière décennie. De 2010 à 2013, les dépenses totales consacrées aux domaines favorables

Figure 1.1 Croissance du PIB de 2005 à 2013



1 Un point vert indique que les progrès sont solides et meilleurs que ceux des pays comparables, un point jaune indique que les progrès sont positifs mais inférieurs à ceux des pays comparables et un point rouge indique un recul par rapport aux données de référence.

2 Les pays comparables sont les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne recevant une aide de la Banque.

Tableau 1: Le développement en Éthiopie (Niveau 1)

Le tableau 1 récapitule les résultats de l'Éthiopie en matière de développement entre 2005 et 2013. Le Cadre de mesure des résultats d'une seule Banque a été complété par des indicateurs spécifiques au pays pour recenser les domaines dans lesquels la BAD fournit un appui et des conseils. Pour chaque indicateur, nous comparons les résultats de l'Éthiopie à ceux du groupe de pays à faible revenu comparables d'Afrique, comme suit:

- Les progrès sont solides et meilleurs que ceux des pays comparables
- Les progrès sont positifs mais inférieurs à ceux des pays comparables
- Les progrès sont positifs mais inférieurs à ceux des pays comparables
- Les données ne sont pas disponibles pour mesurer les progrès

INDICATEUR	ÉTHIOPIE		PAYS AFRICAINS À FAIBLE REVENU (FAD)	
	2005	2013	2005	2013
INCLUSION ÉCONOMIQUE: ATTEINDRE LA TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE AU TRAVERS D'UNE CROISSANCE ECONOMIQUE SOLIDE				
● Croissance du produit intérieur brut (PIB) réel (%)	12,6	9,7	5,1	6,2
● PIB par habitant (dollars courants)	171	550	417	818
● Investissement total (% du PIB)	22,4	33,0	20,2	22,8
● Chômage (%)	5,0	4,5	5,4	9,0
● Population vivant en dessous du seuil de pauvreté (%)	38,7	29,6	49,1	46,3
● Inégalité des revenus (indice de Gini)	30,0	30,4	42,0	42,5
● Agriculture, valeur ajoutée (USD de 2005 constants)	46,7	48,8	29,2	28,7
INCLUSION SPATIALE: INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE ET LES SERVICES POUR STIMULER LA TRANSFORMATION				
● Densité du réseau routier (km/1000km ²)	33	78	52	72
● Routes revêtues (% du total des routes)	13,4	15,7	14,0	17,0
● Accès à une source d'eau améliorée (% population)	38,1	68,5	57,0	62,0
● Accès à des installations d'assainissement améliorées (% population)	8,0	76,0	24,1	25,1
● Accès à l'électricité (% population)	16,0	53,5	25,9	32,0
● Utilisateurs de l'Internet (par 1000 personnes)	2	48	19	85
● Abonnés au téléphone mobile cellulaire (par 1000 personnes)	6	276	78	509
INCLUSION SOCIALE: AMÉLIORATION DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN				
● Espérance de vie (années)	56,6	63,0	53,2	58,2
● Mortalité infantile (par 1000 naissances vivantes)	77,0	59,0	80,4	65,2
● Mortalité maternelle (par 100 000 naissances vivantes)	871	676	675	515
● Inscriptions dans l'enseignement primaire (% net)	74,9	85,7	72,9	78,6
● Taux d'achèvement du primaire (%)	34,0	52,8	57,0	67,3
● Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire	84,0	94,0	84,8	91,0
● Femmes dans les parlements nationaux	21,4	27,8	14,6	20,8
● Indice de la faim dans le monde	31,0	25,7	22,4	20,0
INCLUSION POLITIQUE: GARANTIR UNE LARGE REPRÉSENTATION				
● Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (indice)	45,2	47,6	44,8	48,0
● Recettes fiscales (% du PIB)	11,6	12,5	12,2	15
● Note de perception de la corruption	2,2	3,3	2,5	2,7
● Note CPIA de l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (1=faible à 6=élevée)	3,5	4	3,2	3,5

INDICATEUR	ÉTHIOPIE		PAYS AFRICAINS À FAIBLE REVENU (FAD)	
	2005	2013	2005	2013
SOUTENIR LA CROISSANCE : DÉVELOPPER UNE ÉCONOMIE COMPÉTITIVE PAR LA MISE EN PLACE D'UN ENVIRONNEMENT PROPICE AUX AFFAIRES				
● Coût du commerce transfrontalier (USD)	2037	2180	1656	2174
● Délai d'exportation	47,0	44,0	40,7	31,8
● Compétitivité au plan mondial (indice)	3,3	3,5	3,1	3,5
● Temps nécessaire pour la création d'une entreprise (jours)	34	15	57	25
● Coût de création d'une entreprise (% du revenu par habitant)	64,9	100,1	208	76,6
● Agences de banques commerciales par 100 000 adultes	0,9	2,9	2,2	5
● Indice de performance logistique	2,3	2,6	2,3	2,4

.. = données non disponibles; FAD = Fonds africain de développement; PIB = produit intérieur brut; USD = dollars des États-Unis.

Notes: Lorsque les données ne sont pas disponibles pour 2013, les valeurs les plus récentes disponibles sont utilisées.

Source: Banque africaine de développement, ministère des Finances et du Développement économique, Agence centrale de statistique, Groupe de la Banque mondiale, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Transparency International, Union interparlementaire, Fonds monétaire international et Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique.

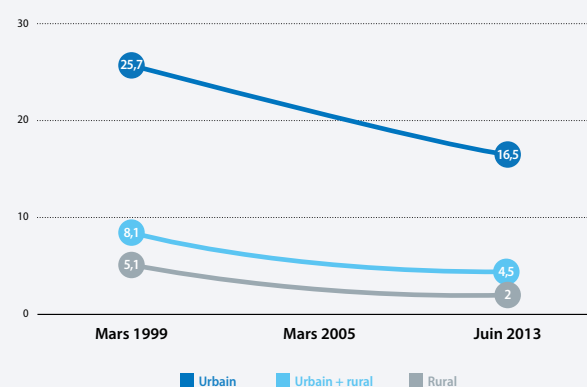
aux pauvres et axées sur la croissance – éducation, agriculture et sécurité alimentaire, eau et assainissement, santé et routes – se sont montées à 12,7 milliards de dollars. Rien qu'en 2012–2013, les dépenses consacrées à ces domaines ont représenté plus de 70 % des dépenses publiques générales. Cette tendance dans les allocations et les dépenses traduit la détermination du pays à éliminer la pauvreté dans toutes ses dimensions.

En 2013, l'investissement total du secteur public a atteint 33 % du PIB, contre 22,4 % en 2005. Dans les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne, le taux d'investissement public ne représente que 22 % du PIB en moyenne. Près de 70 % des investissements publics éthiopiens ont eu une orientation favorable aux pauvres, mettant particulièrement l'accent sur l'infrastructure et l'agriculture commerciale.

Ce taux élevé d'investissement favorable aux pauvres a permis de s'assurer que la croissance de l'Éthiopie soit inclusive par nature, intéressant différents secteurs économiques et profitant aux populations urbaines comme rurales. L'énorme essor de l'activité de construction — allant des grands travaux d'infrastructure des nouvelles routes aux chemins de fer et aux centrales hydroélectriques, ainsi qu'aux grands aménagements résidentiels et commerciaux — et une expansion considérable du travail dans le secteur public, a créé de nombreux emplois en particulier à Addis-Abeba et dans les principales villes du pays³. Parallèlement, des programmes visant à améliorer la productivité agricole et à appuyer les petites et moyennes entreprises ont augmenté les revenus d'une manière plus générale. D'après le gouvernement, depuis 2011 le GTP (Growth and Transformation Plan, Plan de croissance et de transformation) a créé près de 1,6 million d'emplois dans les petites et moyennes entreprises.

De ce fait, l'Éthiopie a réduit le ● chômage, de 5 % en 2005 à 4,5 % en 2013 (voir Figure 1.2) — résultat remarquable par rapport aux pays comparables où le chômage a augmenté de 5,4 % à 9 % sur la même période. La classe moyenne éthiopienne s'est développée, entraînant une augmentation de la demande intérieure de biens et de services et favorisant une croissance continue (voir Encadré 1.2). Il est prévu que la classe moyenne éthiopienne sera la plus importante d'Afrique d'ici 2030.

Figure 1.2 Taux de chômage selon le lieu de résidence



Source: Agence centrale des statistiques (CSA), Enquête sur la force de travail nationale, 2013.

3 Rapport annuel d'avancement du GTP, 2012–2013.

L'Éthiopie continue également d'être un pays plus égalitaire que la plupart des pays d'Afrique. L'● **inégalité des revenus**, mesurée par le coefficient de Gini, est certes passée de 30,0 en 2005 à 30,4, mais le chiffre continue de soutenir favorablement la comparaison avec la moyenne de 42,5 pour les pays à faible revenu du continent.

Dans l'ensemble, la croissance inclusive en Éthiopie a eu un impact spectaculaire sur les niveaux de pauvreté. De 2005 à 2013, en dépit du taux élevé d'accroissement démographique, la proportion de la ● **population vivant en dessous du seuil de pauvreté** a diminué, de 38,7 % à 29,6 %. Ce progrès équivaut à la sortie de 2,5 millions de personnes de la pauvreté. À titre de comparaison, les chiffres de l'indice numérique de pauvreté pour les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne en tant que groupe ont diminué bien plus lentement, de 49,1 % en 2005 à 46,3 % vers 2013. Le niveau de pauvreté demeure plus élevé dans les zones rurales que dans les centres urbains en Éthiopie. Toutefois, d'après le dernier rapport du GTP, l'écart s'est considérablement resserré au cours de la dernière décennie.

Encadré 1.1 Du PASDEP au GTP: Stratégies de planification de l'Éthiopie

Le programme d'action de l'Éthiopie vise en priorité à combattre et éliminer la pauvreté. Le Plan de développement accéléré et durable pour mettre fin à la pauvreté 2005–2010 (PASDEP) était le principal outil servant à augmenter les ressources pour lutter contre la pauvreté et réaliser les OMD. Il mettait l'accent sur le développement de l'infrastructure, la transformation agricole et la gouvernance, et favorisait la décentralisation en vue d'orienter les ressources vers les plus pauvres. Il comportait aussi certaines nouvelles orientations ambitieuses, consistant notamment à mettre fortement l'accent sur la commercialisation de l'agriculture et le développement du secteur privé. Tirant parti du PASDEP, le Plan de croissance et de transformation (GTP) 2010–2015 place clairement la transformation économique et l'inclusion économique au centre de la politique de développement de l'Éthiopie. Le GTP est un plan de croissance quinquennal visant à réaliser une croissance du PIB de 11 à 15 % par an, de 2010 à la fin de 2015. Son coût total est estimé entre 75 et 79 milliards de dollars sur cinq ans.

Encadré 1.2 La classe moyenne éthiopienne en pleine expansion

Au cours de la dernière décennie, l'Éthiopie a vu augmenter les effectifs de sa classe moyenne — les personnes ayant un revenu compris entre 2 et 20 dollars par jour. L'Afrique possède la classe moyenne à la croissance la plus rapide au monde et son expansion en Éthiopie est comparable à celle du Nigéria et de l'Afrique du Sud. Cette évolution crée un changement structurel essentiel dans le pays, la demande intérieure devenant en elle-même une source de croissance et fournissant un marché de consommation de plus en plus attrayant pour les investisseurs nationaux et étrangers.

Source: The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa, BAD, 2011

Ces réalisations sont d'autant plus remarquables que l'Éthiopie se heurte à de nombreuses difficultés en matière de développement en tant que pays enclavé et deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. La majeure partie de la population demeure tributaire de l'agriculture pluviale. L'insécurité alimentaire reste élevée, et des sécheresses graves ont provoqué la famine en 2011–2012. L'Éthiopie ne possède pas de pétrole, élément qui a été le moteur de croissance de nombreux autres pays africains. Toutefois, l'or représente l'un des principaux produits du pays, avec des exportations d'un niveau sans précédent d'une valeur de 602 millions de dollars en 2011–2012.

L'agriculture est le plus grand secteur de l'économie: elle fournit des emplois aux quatre cinquièmes de la main-d'œuvre et procure 70 % des recettes d'exportation. Les zones rurales ont été un grand bénéficiaire de l'investissement du secteur public dont la majeure partie a été consacrée à l'infrastructure permettant aux agriculteurs d'accéder aux intrants et aux marchés. L'année dernière, le secteur agricole dans son ensemble a enregistré une croissance de 7,1 %. Depuis 2005, la valeur ajoutée de l'agriculture a augmenté de 46,7 % à 48,8 % du PIB (voir Encadré 1.3).

Toutefois, la productivité agricole de l'Éthiopie demeure parmi les plus faibles d'Afrique subsaharienne. Il faudrait de toute urgence aider les agriculteurs à passer d'une agriculture de subsistance à l'exploitation agricole commerciale, ce qui implique davantage d'infrastructures de transport et de commercialisation, ainsi qu'un train de mesures visant à renforcer la productivité. La généralisation des pratiques d'exploitation agricole modernes, la réduction du coût des intrants, l'encouragement des réseaux de micro-irrigation, la fourniture de l'accès au crédit et l'accompagnement des agriculteurs dans la production de cultures de forte valeur pour l'exportation sont autant de priorités essentielles pour le gouvernement. L'intensification de la recherche consacrée aux variétés de semences, aux races et aux pratiques d'exploitation améliorées contribuera également à augmenter les rendements. Il y a lieu de continuer à déployer des efforts pour consolider les parcelles et encourager les agriculteurs à utiliser des technologies et des méthodes d'exploitation améliorées en vue de renforcer la productivité des terres. Parallèlement, étant donné la tendance alarmante de l'accroissement de la densité de la population rurale, il faut également déployer davantage d'efforts pour créer d'autres possibilités de subsistance pour les jeunes sans-emploi des zones rurales.

Diversification de l'économie

À l'avenir, le gouvernement continuera de promouvoir la transformation structurelle de l'économie, comme le prévoit le Plan de croissance et de transformation. En facilitant la transition des travailleurs des activités à faible productivité vers des activités à productivité élevée, notamment la transformation des produits agricoles et l'industrie légère, l'Éthiopie met en place les bases nécessaires à la réalisation de son objectif d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2025. L'économie est de plus en plus reliée aux chaînes de valeur mondiales et le pays élargit son secteur industriel — qui représente actuellement 12,3 % du PIB — en exportant les produits textiles et à base de cuir, et en se diversifiant dans de nouveaux produits pour les marchés européens

(voir Figure 1.3). L'investissement du secteur privé demeure faible en Éthiopie en comparaison d'autres pays d'Afrique de l'Est, et le secteur financier est relativement peu développé pour le moment; les secteurs les plus stratégiques demeurent sous le régime de la propriété publique. Toutefois, étant donné les coûts de production compétitifs du pays, y compris ceux de la main-d'œuvre, le secteur privé pourrait contribuer davantage à l'avenir. L'investissement direct étranger est en augmentation, passant de 150 millions de dollars en 2005 à 1,2 milliard de dollars en 2012.

“ L'agriculture est le secteur le plus important de l'économie et fournit un emploi à 80 % des travailleurs éthiopiens ”

Le gouvernement s'emploie très activement à promouvoir la croissance verte aux niveaux tant national que mondial. La Stratégie d'économie verte à l'épreuve du changement climatique de 2011 de l'Éthiopie définit une approche globale en matière d'atténuation des impacts du changement climatique sur le développement du pays. La Stratégie a été un guide précieux pour d'autres pays qui poursuivent des objectifs similaires. Elle est étroitement liée au Plan de croissance et de transformation et elle fournit des éléments de preuve irréfutable de la valeur de l'investissement dans des modes de croissance plus verts. L'Éthiopie met l'accent sur la réduction des émissions de carbone dans l'agriculture grâce à l'amélioration de la production végétale et animale, la protection et le reboisement des forêts, la promotion de la production des énergies renouvelables et le passage direct à des technologies modernes et à haut rendement énergétique dans le développement des infrastructures.

“ Les abondantes ressources hydroélectriques de l'Éthiopie fournissent de l'énergie pour le développement national et pour l'exportation ”

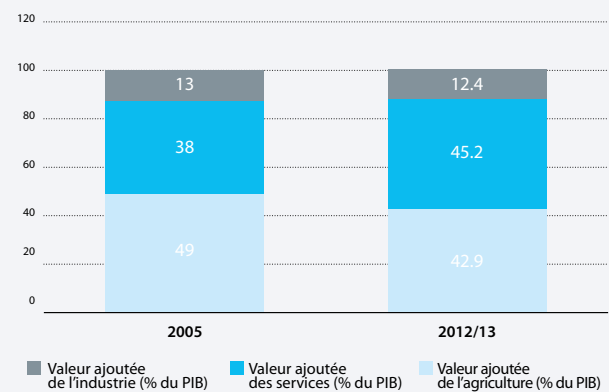
Inclusion spatiale

Les liaisons entre les infrastructures sont indispensables pour garantir que les avantages de la croissance soient partagés à travers le vaste territoire éthiopien. Le pays a enregistré des progrès considérables dans l'expansion de son réseau routier, ce qui permet aux populations rurales d'accéder aux intrants et aux marchés, et d'utiliser les services de santé et d'éducation. Dans la mesure où plus de 80 % des Éthiopiens vivent dans les zones rurales, le développement du réseau routier a été un facteur de réduction de la pauvreté. Depuis 2005, les taux d'investissement dans l'infrastructure, équivalents à 3 % du PIB, ont plus que doublé la **densité du réseau routier** qui est passée de 33,2 km à 78,2 km par 1000 km².

De ce fait, l'Éthiopie dispose désormais d'une connectivité nationale et régionale de base. Addis-Abeba est reliée aux capitales régionales,

à des ports à Djibouti et au Kenya, et à des points de passage international. L'Éthiopie développe une importante ligne de chemin de fer vers le port de Djibouti pour les passagers et le fret, qui ouvrira ce pays enclavé aux marchés internationaux. En outre, l'investissement substantiel dans le corridor de transport reliant Addis-Abeba à Nairobi augmentera considérablement les échanges commerciaux avec le Kenya en réduisant les coûts de transit, tout en rendant rentable pour les entreprises éthiopiennes l'utilisation du port de Mombasa — autre moyen pour le pays d'accéder aux marchés internationaux.

Figure 1.3 Évolution de la composition du PIB



L'économie éthiopienne, qui est traditionnellement agricole, est en cours de diversification. La part de l'agriculture a récemment baissé au profit des services et de l'industrie. La contribution de l'industrie au PNB a augmenté de 18,6% en 2013. Elle devrait continuer à augmenter de 18,8% d'ici à 2015, dans le cadre de la mise en œuvre du GTP.

Encadré 1.3 Diversification de l'agriculture : l'exemple des roses

L'Éthiopie a développé, depuis quelques années, un marché rentable d'exportation de roses, suivant la réussite du Kenya dans ce domaine. Le climat sec et les hautes altitudes du pays conviennent bien à la culture des fleurs, et ce secteur a enregistré une croissance rapide. Le gouvernement appuie cette filière en mettant à la disposition des investisseurs étrangers des milliers d'hectares de terres adaptées. En 2013, l'Éthiopie a exporté plus de 2 milliards de tiges de fleurs pour une valeur de 212 millions de dollars, ce qui en fait le quatrième producteur mondial de roses. Pour la Saint-Valentin 2014, 70 % des roses vendues en France provenaient d'Éthiopie. Ces dernières années, la production de roses a créé 50 000 emplois, 70 % d'entre eux étant occupés par des femmes.

La qualité du réseau des grands axes d'Éthiopie est bonne, avec 73 % de routes bitumées et 57 % de routes en gravier en bon état, ce qui traduit l'attention appropriée accordée à l'entretien. Cependant, étant

donné la taille considérable du pays, la couverture et la qualité des routes rurales laissent encore à désirer, un dixième seulement de la population rurale vivant dans un rayon de 2 km d'une route praticable en toute saison. La proportion des ● routes revêtues a augmenté, à 15,7 %, mais de nombreuses communautés restent isolées pendant la saison des pluies. Le pays continue de mettre fortement l'accent sur le développement des routes d'accès rurales au titre du Programme d'accès universel aux routes rurales, qui a construit 35 000 km de routes depuis son lancement en 2010.

Encadré 1.4 Addis-Abeba, futur carrefour aérien régional de l'Afrique de l'Est ?

Ethiopian Airlines a progressé rapidement pour devenir l'une des trois plus grandes compagnies internationales de transport aérien d'Afrique, connue pour son bilan en matière de sécurité internationale et son vaste réseau à travers le monde. L'aéroport d'Addis-Abeba est devenu l'un des trois principaux pôles internationaux en Afrique subsaharienne, le nombre de passagers en transit ayant atteint 5 millions en 2013. En outre, Ethiopian Airlines a récemment étendu son réseau intérieur, en augmentant à 20 le nombre de ses destinations locales. Cette mesure non seulement contribue au développement du tourisme, mais elle permet aussi de meilleures liaisons avec les zones les plus isolées du pays, facilitant ainsi le commerce et les communications.

L'énergie en tant que moteur de croissance

L'énergie renouvelable représente un moteur essentiel de la croissance et de la réduction de la pauvreté en Éthiopie. L'accès à l'électricité transforme les vies en permettant aux personnes de créer des entreprises ou d'accéder aux services de santé et d'éducation. Le pays dispose d'abondantes ressources hydrauliques, et bien que la quasi-totalité de l'électricité de l'Éthiopie soit d'origine hydraulique, la majeure partie de ces ressources n'est toujours pas exploitée. La capacité de production a pratiquement triplé depuis 2005. Cette situation s'est traduite par des avantages spectaculaires pour la population, dont 53,5 % jouissent désormais de l'● accès à l'électricité (voir Figure 1.4), contre juste 16 % il y a huit ans et une moyenne de 32 % dans les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. Toutefois, en dépit des gros efforts consentis dans le secteur de l'énergie, les besoins des villes et des industries ne sont toujours pas satisfaits ; le taux d'électrification (branchements domestiques) est encore faible.

Le gouvernement construit à présent la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique, le Grand barrage de la Renaissance. Elle aura une capacité de production de 6000 MW et fournira de l'énergie non seulement pour la consommation intérieure mais aussi pour l'exportation aux pays voisins. En outre, le gouvernement a récemment achevé la restructuration du secteur de l'électricité en créant deux sociétés de portefeuille pour la production et le transport de l'électricité et en autorisant de multiples compagnies

Encadré 1.5 Intégration de l'Éthiopie en Afrique de l'Est

L'intégration économique régionale joue un rôle essentiel pour l'inclusion, en permettant que les avantages de la croissance dans les centres urbains en expansion rapide d'Afrique de l'Est soient partagés plus largement à travers la région.

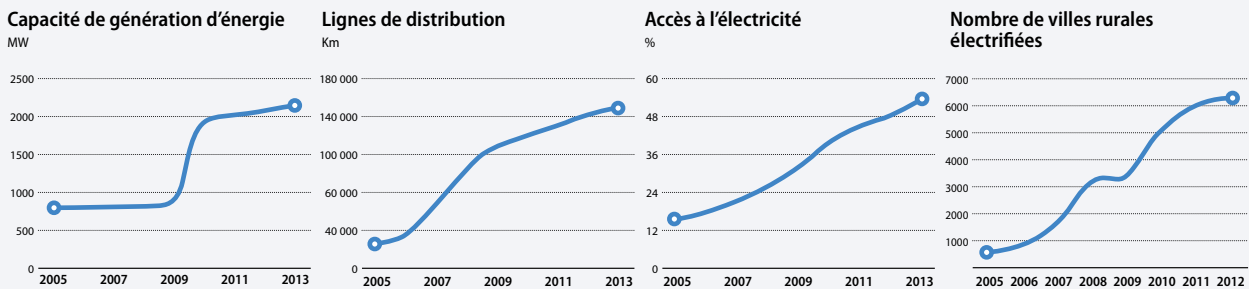
L'Éthiopie est membre de plusieurs communautés économiques régionales et d'organismes intergouvernementaux. En 2008, la Communauté de l'Afrique de l'Est et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) se sont alliés à la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour mettre en place une zone de libre-échange tripartite en vue d'œuvrer à la création d'une communauté économique régionale unique.

L'Éthiopie est aussi membre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un des dispositifs d'intégration régionale de l'Afrique de l'Est. L'instabilité politique et les conflits demeurent les principaux obstacles à l'intégration régionale et au rapprochement des États membres pour leur avantage mutuel. Ces difficultés sont exacerbées par des sécheresses périodiques et par une infrastructure économique et physique qui laisse à désirer. Suite à la grave sécheresse de 2011, la Banque est la principale institution qui aide l'IGAD et ses États membres par un investissement à long terme dans un programme de promotion de la résilience à la sécheresse et de moyens de subsistance durables. Au titre de ce programme, la Banque a fourni des ressources pour renforcer la capacité du Secrétariat de l'IGAD à coordonner toutes les initiatives de résilience à la sécheresse dans la région.

La plupart des États membres, y compris l'Éthiopie, bénéficient également des initiatives financées par la Banque. Ces projets sont étroitement alignés sur le cadre de l'IGAD pour un engagement collectif, avec de solides dimensions régionales dans les domaines de la gestion des terrains de pâturage transfrontaliers, du commerce du bétail, des ressources en eau transfrontalières, de la lutte contre les maladies du bétail, du partage du savoir et la gestion et le règlement des conflits.

La solidité de l'intégration économique en Afrique de l'Est se heurte à un certain nombre d'obstacles de taille. Tout d'abord, l'infrastructure des transports est peu développée et souvent dans un état médiocre, ce qui entraîne des longs délais de transit et des coûts de fret deux fois plus élevés qu'aux États-Unis ou en Europe. Pour des pays enclavés comme l'Éthiopie, les coûts de transport peuvent représenter 75 % du prix des exportations. L'énergie constitue une autre difficulté notable : les pénuries d'électricité représentent un obstacle majeur à la productivité et à la compétitivité. Lorsqu'il deviendra pleinement opérationnel, le pool énergétique d'Afrique de l'Est permettra de commercialiser l'électricité à travers les frontières nationales, ce qui contribuera notablement à rendre l'énergie abordable et fiable. La région a également de vastes ressources en eau partagées, notamment le Lac Victoria et le bassin du Nil. La coopération intergouvernementale est indispensable à la gestion efficace de ces ressources.

Figure 1.4 Investissements dans l'électricité de 2005 à 2013



Source: Rapport GTP 2012-2013.

de distribution. Cette mesure ouvrira le secteur de l'électricité aux investisseurs privés, améliorera l'efficacité et réduira les coûts de fourniture de l'énergie. (L'encadré 1.6 examine les initiatives de l'Éthiopie dans le domaine des énergies renouvelables.)

Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement

L'Éthiopie a enregistré des progrès considérables dans l'amélioration de l'accès aux services d'eau et d'assainissement. Le gouvernement met en œuvre un ambitieux Plan d'accès universel qui vise à donner à 98,5 % de la population l'accès à l'eau potable en 2015. Suite à des efforts déterminés, la proportion de la population ayant accès à des **sources d'eau améliorées** est passée de 38,1 % en 2005 — niveau qui était alors nettement inférieur à la moyenne des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne — à 68,5 %, ce qui est supérieur au niveau des pays comparables. L'accès dans les zones rurales s'élève à 66,5 %, alors que dans les zones urbaines il atteint 81,3 %. Au taux d'investissement actuel, le nombre d'Éthiopiens ayant accès à l'eau potable augmente de près de 1,9 million par an. Toutefois, les coûts augmentent à mesure que l'Éthiopie est confrontée aux difficultés liées à la pluviométrie irrégulière et aux sécheresses récurrentes. Pour maintenir les progrès, elle devra investir davantage et renforcer la capacité de la prestation.

Les initiatives favorisant l'hygiène ont joué un rôle déterminant dans la promotion de l'assainissement amélioré. Le Plan d'accès universel a adopté l'objectif ambitieux d'un accès à de meilleures installations d'assainissement pour 100 % de la population. Les ménages ont investi à grande échelle dans des latrines de type classique et ont obtenu des résultats remarquables. En 2005, la proportion de la population qui avait accès à des installations d'assainissement améliorées n'était que de 8 %, contre une moyenne de 24,1 % pour les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. En 2013, cette proportion était passée à 76 %, contre 25 % dans les pays comparables. Conjointement à l'accès plus large à l'eau potable, ceci fait une différence énorme pour la santé des populations et leur aptitude à travailler et à contribuer au développement économique.

Stimuler le développement des TIC

L'Éthiopie a enregistré une expansion considérable des technologies de l'information et de la communication (TIC) au cours de ces dernières

années. Toutefois, l'utilisation du téléphone mobile et de l'Internet n'est pas encore aussi généralisée en Éthiopie que dans les pays comparables. En Éthiopie, 276 personnes sur 1000 sont **abonnées au téléphone cellulaire**, contre seulement 5,6 en 2005. Moins d'un million de personnes sont abonnées à un service de téléphone fixe car l'Éthiopie est passée sans transition à la téléphonie mobile. Le niveau d'accès à l'Internet est faible dans la majeure partie du pays, bien qu'il ait augmenté considérablement depuis 2005. Seulement 5 % de la population **utilise l'Internet**, contre 8,5 % dans les pays comparables. L'Indice-Web 2013, qui note les niveaux d'accès et de liberté, et la pertinence du contenu de l'Internet, classe l'Éthiopie à un rang international très bas (80^e sur 81 pays).

Le gouvernement reconnaît le potentiel de transformation des TIC en tant que passerelle vers le système financier, les services publics et naturellement le reste du monde. Il accélère son rythme d'investissement et, grâce à des initiatives comme l'Ethio-ICT-Village de 200 hectares, s'efforce d'intéresser les compagnies de communication. Parallèlement, il soutient et modernise le cadre institutionnel et réglementaire. Ces initiatives essentielles devraient faciliter l'adoption des TIC dans l'ensemble du pays et contribuer à introduire la concurrence dans le secteur des TIC — défi central de l'Éthiopie dans ce domaine.

Inclusion sociale

L'Éthiopie a fait des progrès considérables dans la réduction de l'extrême pauvreté et elle est bien partie pour réaliser cinq de ses OMD — réduction de la pauvreté, enseignement primaire universel, réduction de la mortalité infantile, lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, et instauration d'un partenariat mondial pour le développement (voir Encadré 1.6). Toutefois, en dépit des importants efforts déployés au cours des dix dernières années, le pays est toujours classé au 173^e rang sur 186 sur l'Indice de développement humain 2014, ce qui traduit la persistance de la pauvreté et de la malnutrition, l'insuffisance des services de santé et d'éducation, et un manque de possibilités d'épanouissement. Le gouvernement a fait de l'amélioration du développement humain un objectif central de ses stratégies de développement et a réalisé certains progrès décisifs au cours des dernières années.

De 2005 à 2013, plus de 2,5 millions d'Éthiopiens sont sortis de la pauvreté, suite à l'adoption par l'Éthiopie des politiques visant à promouvoir une croissance inclusive grâce à l'agriculture et à d'autres secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. L'Éthiopie déploie des efforts considérables pour améliorer la couverture des services de santé dans le pays : le nombre de postes de santé a plus que triplé entre 2005 et 2013, et le nombre de centres de santé a plus que quintuplé, le nombre d'hôpitaux publics augmentant d'environ 40%. Ces mesures ont contribué à des progrès réguliers dans une gamme d'indicateurs de santé.

Encadré 1.6 Piloter le développement de l'énergie renouvelable

L'Éthiopie vise à devenir le premier producteur d'énergie renouvelable de la région.

Le pays possède un énorme potentiel de production d'énergie éolienne. Il a récemment ouvert son plus grand parc éolien (d'un coût de 290 millions de dollars) et prévoit de nouveaux investissements dans ce domaine. La capacité actuelle du parc éolien d'Ashegoda est de 120 MW, mais il est envisagé de l'augmenter de 40 MW. En outre, le parc éolien d'Adama-I a une capacité de 51 MW et la construction d'Adama-II, d'une capacité de 153 MW, est en cours. L'énergie éolienne viendra compléter les ressources hydroélectriques du pays et permettra de stabiliser le réseau national durant les saisons sèches, lorsque les faibles niveaux des réservoirs d'eau peuvent limiter la production hydroélectrique et que les vitesses du vent sont élevées. L'utilisation accrue de l'énergie éolienne ouvre des possibilités d'économies d'échelle, en réduisant les coûts unitaires et en permettant d'atteindre plus d'efficacité.

Les technologies d'énergie renouvelable comme les mini-réseaux et les systèmes domestiques permettent aux populations des zones reculées et dispersées d'utiliser l'électricité. Des projets d'énergie solaire et géothermique sont également en préparation pour l'avenir. Ainsi, avec la participation du secteur privé, l'Éthiopie développe activement ses ressources géothermiques par le biais du projet d'électricité de Corbetti, qui devrait ajouter 1 GW de capacité au cours des dix prochaines années.

Toutes ces initiatives aident l'Éthiopie à poursuivre ses efforts visant à élargir l'accès à l'électricité dans l'ensemble du pays et à promouvoir l'activité du secteur privé.

Progrès remarquables dans les secteurs sociaux

Il y a surtout lieu de noter que l'espérance de vie est passée de 56,6 ans en 2005 à 63 ans en 2013, ce qui est supérieur à l'espérance de vie de 58,2 ans dans les pays à revenu intermédiaire d'Afrique subsaharienne. Le pays a fait des progrès dans la réduction de la prévalence des maladies infectieuses — le paludisme grâce à l'utilisation généralisée des moustiquaires imprégnées d'insecticides et la tuberculose grâce au traitement. Sur la même période, le **taux de mortalité infantile** est tombé de 77 à 59 décès pour 1000 naissances vivantes et la mortalité maternelle régresse

régulièrement, passant de 871 à 676 décès pour 100 000 naissances vivantes. Toutefois, la **santé maternelle** reste à la traîne par rapport aux pays comparables. La mortalité néonatale demeure à des niveaux constants depuis 2005. En dépit des progrès satisfaisants, de trop nombreux enfants et mères continuent de mourir.



Le programme d'investissement ambitieux du gouvernement a permis de sortir de la pauvreté deux millions et demi d'Éthiopiens au cours des cinq dernières années

En consacrant 28% de ses dépenses publiques au secteur de l'éducation, l'Éthiopie a réalisé des améliorations appréciables de la couverture et de la qualité des services. Le **taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire** est passé de 75% de tous les enfants en 2005 à 85,7% en 2013, et le **taux d'achèvement de l'enseignement primaire** de 34% à 52,8% sur la même période, bien que de nombreux enfants continuent de redoubler ou d'abandonner l'école. Le gouvernement collabore étroitement avec les autorités régionales en vue d'améliorer la qualité de l'éducation par un appui ciblé à l'enseignement et à l'apprentissage.

Près des trois quarts des Éthiopiens sont âgés de moins de 30 ans. Les jeunes adultes risquent plus que leurs aînés de se trouver au chômage et un cinquième des jeunes sans-emploi n'est pas instruit et n'a pas de qualifications. En juin 2013, le taux de chômage chez les jeunes avait diminué, passant de 11,1% en mars 1999 à 6,8% dans l'ensemble du pays (mais à 21,6% dans les zones urbaines). Étant donné que le manque d'éducation représente un obstacle de taille à l'accès à un emploi et à des moyens de subsistance, le gouvernement renforce la formation technique et professionnelle, et l'enseignement supérieur, en vue de contribuer à rendre les citoyens plus compétents et autonomes, et de dispenser les aptitudes technologiques qui permettront le développement économique et social du pays. Cet investissement contribuera à la longue à améliorer les moyens de subsistance des Éthiopiens et à réduire la pauvreté.



En allouant 28% de ses dépenses publiques à l'éducation, l'Éthiopie a amélioré le taux de scolarisation dans le primaire de 20% en 8 ans

L'Éthiopie a déployé des efforts considérables pour améliorer l'accès des filles à l'éducation. Le **ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire** s'est amélioré, passant de 84% en 2005 à 94% en 2013. Au niveau du secondaire, ce ratio a atteint 82% en 2013. Ce progrès revêt une importance cruciale pour la promotion de l'égalité des genres en Éthiopie.

La disparité entre les genres est notamment illustrée par le fait que le niveau d’alphabétisme des femmes n’est que de 47 % contre 63 % pour les hommes. Les femmes participent moins à la vie publique, notamment dans le domaine des affaires et au niveau de la prise de décision. Le chômage est également plus répandu chez les femmes, en particulier les jeunes femmes dans villes, où 23 % d’entre elles sont sans emploi. Toutefois, la participation des femmes au niveau politique commence à augmenter lentement : la **représentation des femmes au parlement national** est passée à 27,8 % en 2013 contre 21,4 % en 2005.









“ Les agriculteurs éthiopiens demeurent vulnérables à la pluviométrie irrégulière qui continue de menacer la sécurité alimentaire ”

La participation des femmes à l’économie a également augmenté ces dernières années. Par exemple, la proportion de femmes détentrices d’un titre foncier (conjointement avec les époux ou seules) est passée de 19,4 % en 2000 à 60 % en 2011. Étant donné l’importance de l’accès à la terre dans une société à prédominance agraire comme l’Éthiopie, cette évolution est particulièrement importante. En ce qui concerne l’accès à la finance, près de la moitié (48 %) des clients des 28 institutions de microfinance enregistrées dans le pays sont des femmes. En 2013, 6,9 millions de femmes ont bénéficié des services d’épargne et de crédit. Les indicateurs de performance de l’Éthiopie en matière de genre demeurent faibles selon les normes de l’Afrique subsaharienne, l’Éthiopie se classant au 118^e rang sur 136 pays.

Assurer la sécurité alimentaire pour tous
La sécurité alimentaire demeure un problème crucial en Éthiopie. Bon nombre des 12,7 millions de petits exploitants agricoles éthiopiens continuent d’être vulnérables aux variations du régime de précipitations et à la dégradation des sols, exacerbées par le changement climatique. Les récents déficits céréaliers se sont élevés

à 600 000 tonnes par an en raison de l’accroissement démographique et du morcellement des terres, des faibles niveaux de rendement et de la production médiocre des semences. Cette situation entraîne des pénuries alimentaires et des prix élevés pour les céréales, ce qui contribue à la faim et la malnutrition généralisées dans les régions touchées (tant dans les zones sédentaires agropastorales des hauts plateaux que dans les plaines essentiellement pastorales).

Figure 1.5 Progrès en direction des Objectifs du Millénaire pour le développement en Éthiopie

Objectifs	Éthiopie
 Objectif 1 : Éliminer l’extrême pauvreté et la faim	●
 Objectif 2 : Assurer l’éducation primaire pour tous	●
 Objectif 3 : Promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes	●
 Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile	●
 Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle	●
 Objectif 6 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d’autres maladies	●
 Objectif 7 : Préserver l’environnement	●
 Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	●

● En bonne voie
● En assez bonne voie

Source: www.et.one.un.org/

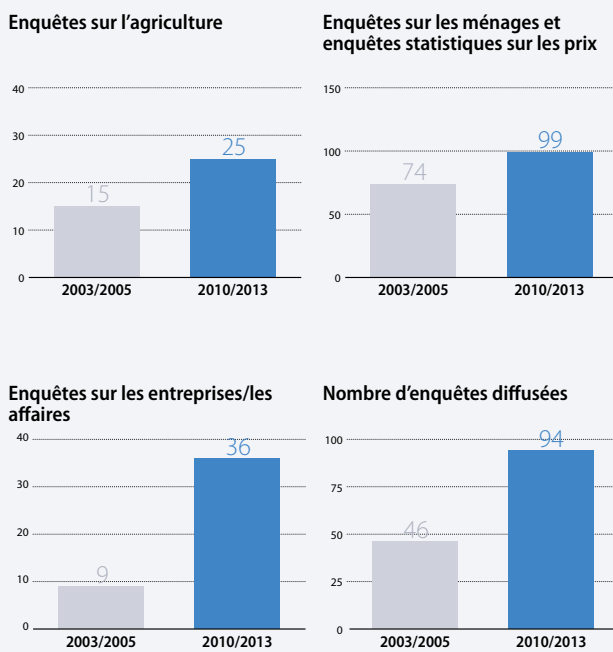
Encadré 1.7 L’égalité des genres en Éthiopie

La Banque africaine de développement a lancé en 2015 le tout premier Indice de l’égalité du genre pour 52 pays africains. L’Indice mesure l’écart en matière d’égalité des genres à travers trois dimensions : les opportunités économiques, le développement social et les lois et institutions. Les pays sont notés dans chacune des trois dimensions, et de façon générale sur une échelle de 0 à 100 avec 100 comme niveau de perfection en termes d’égalité des genres.

L’Éthiopie est au 31^e rang avec un score global de 51. Le score est de 67,7 pour les opportunités économiques, 33,1 pour le développement humain et 52,1 pour les lois et institutions. Les femmes jouent un rôle majeur dans l’économie agricole. Elles représentent les deux tiers de la force de travail dans ce secteur et produisent la majorité de la nourriture éthiopienne. En termes de santé, l’extension des services sanitaires a entraîné de nombreuses améliorations dans les soins pour les femmes. Les réformes législatives en Éthiopie ont permis d’accélérer rapidement la productivité des femmes. En 2000 le pays a introduit un ensemble de réformes de la loi familiale, élevant l’âge minimum pour le mariage des femmes, retirant la possibilité pour le mari de refuser à son épouse le droit de travailler en dehors de la maison et requérant le consentement des deux époux pour la gestion des biens matrimoniaux. Si la réforme est aujourd’hui mise en œuvre dans l’ensemble du pays, elle a d’abord été introduite dans trois des neuf régions. Une étude cinq ans après a montré que les trois régions étaient bien en avance en termes de participation des femmes au travail et de formation professionnelle.

L'Éthiopie a fait quelques progrès importants dans la réduction de la faim et de la malnutrition. L'● **Indice de la faim dans le monde** (qui accorde une importance égale à la malnutrition, à la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale et à la mortalité infantile) est tombé, de 31 en 2005 à 25,7 en 2013, contre un indice de 20 dans les pays comparables. En outre, la proportion des enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance a diminué, passant de 57,8 % en 2000-2001 à 40 % en 2013, et la proportion des enfants souffrant d'une insuffisance pondérale a régressé de 41 % à 25 % pour la même période. Néanmoins, en 2013-2014, 2,7 millions de personnes étaient tributaires de l'aide alimentaire et 7 millions d'autres étaient dans une situation d'insécurité alimentaire chronique. La modernisation du secteur agricole et l'investissement dans ce secteur, le développement du réseau routier pour permettre un meilleur accès aux intrants et à l'aide alimentaire, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'irrigation sont autant de mesures nécessaires à la lutte contre l'insécurité alimentaire persistante que connaissent de nombreux Éthiopiens.

Figure 1.6 Améliorer les processus décisionnels grâce aux statistiques



Source: Agence centrale des statistiques (CSA).

Inclusion politique

L'Éthiopie a enregistré une amélioration régulière de la stabilité politique depuis la crise née des élections de 2005. Les élections nationales de 2010 ont été pacifiques et la transition après la mort de l'ancien Premier ministre Meles Zenawi en 2012 s'est opérée sans

heurts. La réalisation du transfert de pouvoir par les urnes est une preuve de la consolidation démocratique en Éthiopie.

“ L'Éthiopie a doublé ses recettes fiscales au cours des dernières années, augmentant ainsi les ressources consacrées aux services publics ”

Parallèlement à la réussite en matière de promotion de la croissance inclusive, l'Éthiopie a aussi fait des progrès dans l'amélioration de la gouvernance économique. Le gouvernement applique des politiques macroéconomiques prudentes, en veillant à protéger les dépenses d'infrastructure, hautement prioritaires pour la réduction de la pauvreté, alors qu'une politique budgétaire plus stricte et une politique monétaire prudente ont permis de réduire les niveaux d'inflation élevés entraînés par les sécheresses et la hausse des prix des céréales en 2011 et 2012. L'Éthiopie améliore régulièrement sa note sur l'● **Évaluation des politiques et des institutions nationales** de la BAD, note qui est passée de 3,46 en 2005 à 4,01 en 2013 (sur une échelle de 1 à 6), ce qui la place à égalité avec la moyenne des pays à faible revenu d'Afrique.

Plus particulièrement, le gouvernement a pris des mesures pour améliorer son administration fiscale, doublant pratiquement ses recettes fiscales depuis 2008-2009. Les ● **recettes fiscales** en proportion du PIB sont passées de 11,6 % en 2005 à 12,5 % en 2013. De nouvelles mesures sont prévues, notamment le renforcement de l'application des lois fiscales, l'élargissement de l'assiette de l'impôt, la réduction des exonérations et l'amélioration de la capacité de perception des impôts, notamment au niveau régional.

Renforcement de la transparence et lutte contre la corruption

Au chapitre des dépenses publiques, le gouvernement répond aux préoccupations concernant le manque de transparence en publiant davantage d'informations sur ses dépenses aux niveaux national et régional. En 2008, une nouvelle loi a donné aux citoyens l'accès aux plans de dépenses, et les données du budget sont désormais publiées régulièrement sur les sites Web du gouvernement. Les budgets de district sont publiés dans les journaux locaux et dans des lieux comme les marchés, les bureaux de l'État et les réunions communautaires.

L'Éthiopie réalise des progrès dans la lutte contre la corruption, en obtenant de meilleurs résultats que la moyenne des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. La ● **note de perception de la corruption**, sur une échelle de 0 à 10, s'est améliorée, passant de 2,2 en 2005 à 3,3, contre une moyenne de 2,7 pour les pays comparables. La Commission fédérale d'éthique et de lutte contre la corruption a été mise en place en 2001 pour sensibiliser à la corruption et pour prendre des mesures en vue de prévenir les pratiques de corruption et d'enquêter sur ces pratiques. Depuis lors, un certain nombre de hauts fonctionnaires de l'État et des entreprises privées ont fait l'objet de poursuites qui ont abouti. D'après un rapport récent de cette commission, la petite corruption

demeure généralisée dans les institutions publiques – les secteurs de l'énergie, des impôts, de l'investissement et du transport ayant les niveaux de corruption les plus élevés.

Dans l'ensemble, les progrès en matière de gouvernance sont mitigés. La note sur l'● **Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique** est passée de 45,2 en 2005 à 47,6, ce qui correspond au 33^e rang sur 52 pays africains. Cette évolution traduit la réussite manifeste du gouvernement au plan de la promotion des opportunités économiques et du développement humain. Toutefois, l'indice continue de montrer une très faible note dans les autres domaines. Les indicateurs de la sécurité et de l'état de droit sont également faibles, bien que le pays ait réalisé quelques progrès au cours des trois dernières années.

Un domaine dans lequel l'Éthiopie a enregistré de très bons résultats est celui de la production de statistiques fiables et régulières qui permettent d'améliorer le processus d'élaboration des politiques et le dialogue avec la société civile. La Stratégie nationale pour l'élaboration des statistiques a permis d'augmenter le nombre d'enquêtes agricoles, auprès des entreprises et auprès des ménages au cours des dernières années (voir Figure 1.6). Afin de promouvoir la transparence, les microdonnées de ces enquêtes sont disponibles au public, avec les outils de représentation et de visualisation des données pour fournir une interface utilisateur plus conviviale. L'Agence centrale de statistique est le chef de file de cette activité et elle met en place des antennes dans les régions en vue de rapprocher les statisticiens et les données des utilisateurs.

Édifier une économie compétitive

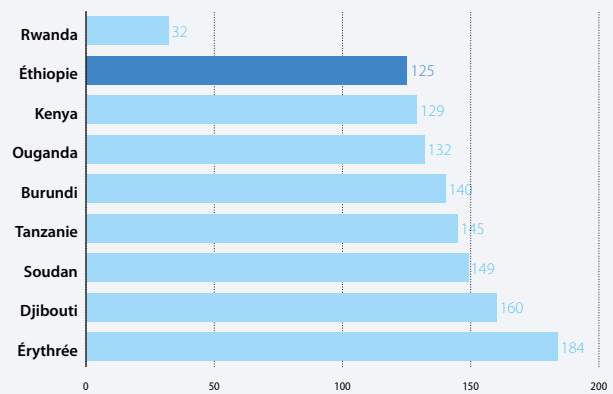
En vue de maintenir la croissance remarquable de la dernière décennie, le GTP définit la stratégie du gouvernement pour la transformation structurelle de l'économie. Le plan vise essentiellement à développer les secteurs manufacturiers et de transformation, afin de stimuler l'activité du secteur privé et d'améliorer l'efficacité pour rendre les produits éthiopiens plus compétitifs sur les marchés locaux, régionaux et mondiaux.

“ *En 2013, le secteur manufacturier en Éthiopie a progressé de 18,5 %* ”

En 2013, le secteur manufacturier a enregistré une croissance de 18,5 %. L'Éthiopie dispose d'un solide potentiel lui permettant de transformer rapidement son économie, de se relier aux chaînes de valeur mondiales et de devenir le centre de l'activité manufacturière de l'Afrique de l'avenir. Étant donné les possibilités de transformation en activités de production de coton à plus grande échelle — une superficie estimée à 3 millions d'hectares est disponible pour la culture du coton en Éthiopie — les industries des textiles et de l'habillement représentent un domaine particulier de développement potentiel. L'Éthiopie pourrait être très compétitive dans ce domaine : les salaires sont nettement inférieurs à ceux des producteurs chinois qualifiés et, au plan géographique, le pays est bien situé — on estime que les expéditions à partir de l'Éthiopie nécessitent environ

le tiers du temps de ce celles des pays d'Extrême-Orient. L'industrie du cuir est également très prometteuse, le pays possédant le plus vaste cheptel bovin du continent, qui représenterait un secteur intéressant pour les investisseurs étrangers, en particulier les fabricants de chaussures. L'industrie du mobilier, tirant parti d'une saine gestion des forêts, présente d'importants potentiels. Les terres et les lacs de l'Éthiopie offrent également des ressources pour une expansion considérable des activités de transformation.

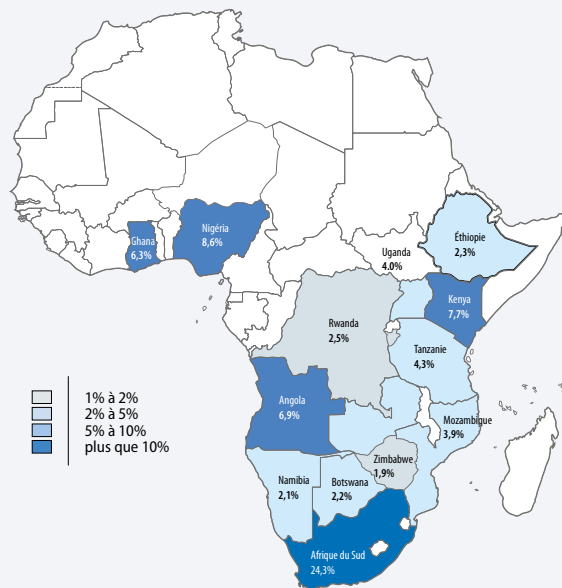
Figure 1.7 Enquête Doing Business en Afrique de l'Est (classement 2013-2014)



Source : Forum économique mondial.

Figure 1.8 Pays les plus attractifs d'Afrique subsaharienne pour l'investissement étranger

Premiers pays selon la proportion de projets financés par l'investissement direct étranger (IDE) en Afrique subsaharienne, (2007-2013)



Source : EY, Enquête sur l'attractivité de l'Afrique, 2014 (nombre de réponses : 503), FDI Intelligence.

Un environnement des entreprises amélioré permettra à plus de personnes de devenir entrepreneurs, de créer et de développer leurs entreprises, ce qui induira un secteur privé plus dynamique et plus prospère dans lequel les produits sont échangés et les emplois créés. Le pays a réalisé quelques améliorations dans le climat des affaires. Plus particulièrement, le ● **temps nécessaire à la création d'une entreprise** a diminué de plus de moitié, tombant de 34 jours en 2005 à 15 jours en 2013, contre une moyenne de 25 jours dans les pays comparables. Toutefois, le ● **coût de création d'une entreprise** a augmenté, passant de 65 % du revenu par habitant en 2005 à 100 %. Dans l'ensemble, en 2014 l'enquête Doing Business classe l'Éthiopie au 125^e rang sur 189 pays, en recul par rapport à 102^e sur 178 en 2008 (voir Figure 1.7).

Les obstacles au commerce international augmentent les coûts opérationnels et réduisent la compétitivité, ce qui décourage l'entrepreneuriat et l'investissement du secteur privé. Le ● **coût du commerce transfrontalier** a relativement augmenté, 2180 dollars en 2013 contre 2037 dollars en 2005, bien que cette augmentation soit inférieure à la moyenne des pays comparables. Les ● **délais d'exportation** ont diminué, de 47 jours en 2005 à 44 jours, mais ce niveau demeure nettement supérieur à la moyenne de 31,8 jours dans les pays comparables. Sur un plan positif, l'● **indice de performance logistique** s'est amélioré, passant de 2,3 en 2005 à 2,6, sur une échelle de 5 points. Ces facteurs revêtent une importance cruciale pour la compétitivité des entreprises.

Dans l'ensemble, l'Éthiopie a enregistré une amélioration de sa compétitivité, son ● **indice de compétitivité mondiale** passant de 3,3 en 2005 à 3,5. Les indices spécifiques pour la qualité des institutions, la taille du marché et l'efficacité de la main-d'œuvre se sont améliorés, alors que les indices pour la maturité technologique, l'éducation et la formation ainsi que le développement du marché financier ont régressé et demeurent particulièrement médiocres. Globalement, la note de l'Éthiopie sur l'indice pour la santé et l'enseignement primaire et l'environnement macroéconomique est plus élevée que pour l'efficacité des institutions et de l'infrastructure. Il sera nécessaire de relever les trois défis posés par l'accès à la finance, la bureaucratie et l'inflation pour faciliter le développement des entreprises en Éthiopie.

L'accès à une finance peu coûteuse est indispensable pour permettre aux entrepreneurs d'investir et de développer leurs entreprises. En Éthiopie, l'accès à la finance a lieu avant tout par l'intermédiaire du système bancaire et dans une moindre mesure par l'intermédiaire des institutions de microfinance qui servent 2,6 millions d'emprunteurs. Le ● **taux de couverture des agences des banques commerciales** est passé de 0,9 pour 100 000 adultes en 2005 à 2,9 en 2013, contre une moyenne de 5 dans les pays à faible revenu d'Afrique. Néanmoins, moins d'un Éthiopien sur 10 utilise les services financiers. Les marchés de capitaux et une bourse des valeurs ne se sont pas encore développés, de sorte que les sociétés et les entrepreneurs accèdent à la finance essentiellement à travers le système bancaire. L'année dernière, le secteur privé n'a bénéficié que d'un cinquième des crédits bancaires.

Le crédit privé ne représente que 15,9 % du PIB d'Éthiopie, contre 30 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Le rapport Doing Business de 2004 met en évidence un éventail de difficultés rencontrées dans le climat des affaires : un accès médiocre au crédit et aux devises, des services de télécommunications médiocres, des pannes d'électricité fréquentes et une absence de concurrence dans des secteurs importants comme celui des télécommunications et des banques.

L'investissement direct étranger (IDE) représente un autre élément essentiel du secteur privé. L'Éthiopie déploie des efforts considérables pour attirer l'IDE, qui a atteint 1,2 milliard de dollars par an au cours des trois dernières années, contre tout juste 150 millions de dollars en 2005. L'Éthiopie est désormais le troisième plus grand bénéficiaire de l'IDE, qu'elle attire dans divers secteurs manufacturiers — chaussures et produits en cuir, textiles et habillement, café et horticulture. Diverses industries investissent dans la zone de développement industriel d'Éthiopie, les investisseurs provenant des États-Unis, de Chine et d'Inde ainsi que de l'Union européenne et du Moyen-Orient. Un marché intérieur en expansion, les prix compétitifs de la main-d'œuvre et des politiques industrielles proactives pour attirer l'investissement sont autant de facteurs qui font de l'Éthiopie un endroit de plus en plus intéressant pour les investisseurs (voir Figure 1.10). Le montant considérable des nouveaux investissements actuellement en réserve contribuera à la création de nouveaux emplois, à l'expansion dans des chaînes de valeur mondiales et à la transformation économique de l'Éthiopie.

Conclusion

L'Éthiopie a réalisé certains progrès remarquables au cours des dernières années. Ses taux de croissance hors pair, maintenus sur une décennie, ont été obtenus malgré l'absence de pétrole et d'autres ressources minérales qui ont stimulé la croissance dans certains pays. La croissance élevée a favorisé la baisse du chômage et une diminution régulière de l'indice de pauvreté. Cette croissance est appuyée par des taux extrêmement élevés d'investissement dans l'infrastructure et les services publics, favorisant particulièrement les pauvres. Ces dernières années, la densité du réseau routier a plus que doublé et l'accès à l'électricité et à l'eau potable a considérablement augmenté. Dans le domaine social, l'espérance de vie est nettement supérieure à la moyenne africaine et la mortalité infantile a diminué, bien que la santé maternelle reste à la traîne par rapport aux pays comparables. L'accès à l'éducation de base s'est amélioré, même si la qualité et l'égalité des genres demeurent préoccupantes.

En dépit de ces progrès, l'Éthiopie demeure un pays pauvre confronté à certaines difficultés de taille. Le problème de la sécurité alimentaire demeure, en particulier du fait de l'irrégularité de la pluviométrie induite par le changement climatique ; la productivité agricole reste également à un niveau relativement faible en raison du manque d'investissement et de pratiques agricoles demandant à être modernisées. Certaines améliorations ont été apportées au climat des affaires et les perspectives de développement du pays en un État industriel dynamique sont élevées, mais l'Éthiopie doit

prendre de nouvelles mesures pour mettre en place bon nombre des conditions nécessaires à l'existence d'un secteur privé dynamique.

Au chapitre suivant, nous abordons l'aide qu'apporte la BAD à l'Éthiopie pour lui permettre de relever ces défis. ■



Le Projet de gestion de l'irrigation et du bassin de Koga a permis l'irrigation de 7000 hectares et a contribué à l'augmentation de la production de maïs, de pommes de terre, d'oignons et de blé. Il en est résulté l'élévation du revenu moyen annuel des familles de la région, de 135 \$ à 260 \$.